

PROPOSITIONS POUR LA JUSTICE FISCALE



1

SUPPRIMER LES NICHES FISCALES INUTILES

le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et le Crédit d'impôt pour la recherche (CIR), doivent être supprimées ou à minima réservées aux PME.

2

RENFORCER LA PROGRESSIVITÉ DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

instituer des tranches supplémentaires sur l'IR.

3

FAIRE DE LA CSG UNE CONTRIBUTION PROGRESSIVE

(et non proportionnelle), et affecter celle-ci au budget de la sécurité sociale, et non au budget de l'Etat.

4

RÉTABLIR LA PROGRESSIVITÉ DE L'IMPÔT SUR LES REVENUS DU CAPITAL

supprimer la flat tax, qui impose les revenus financiers au taux unique de 30 %.

5

RÉTABLIR ET RÉNOVER L'ISF

afin d'élargir l'assiette de l'imposition du patrimoine

6

RENDRE LA TVA PLUS JUSTE

il faut réduire son poids, en commençant par adopter un taux zéro sur les produits de première nécessité

7

RÉDUIRE LES ÉCARTS D'IMPOSITION ENTRE PME ET GRANDES ENTREPRISES

imposer le bénéfice là où il est créé, afin d'empêcher les multinationales de déclarer artificiellement leur bénéfice dans des paradis fiscaux

8

TAXER LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES

cette taxe permettrait de lutter contre la spéculation, à l'origine des crises financières, et de lutter contre le réchauffement climatique dans les pays du Sud.

9

INSTAURER UNE TAXE KILOMÉTRIQUE

pour inciter à la relocalisation des activités et à la baisse du commerce international

10

MIEUX DÉBUSQUER LA FRAUDE FISCALE

en renforçant à la fois les moyens (humains et financiers) de l'administration fiscale et l'éventail de sanctions pour les fraudeurs

11

HARMONISER LA FISCALITÉ AU NIVEAU EUROPÉEN

en mettant en place un 'serpent fiscal européen' qui réduise progressivement les écarts entre systèmes fiscaux

12

BASCULER LA FISCALITÉ CARBONE

sur les entreprises les plus polluantes et jusqu'ici largement exonérées

Attac, l'action citoyenne

Fondée en 1998, Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) est une association qui milite pour la justice fiscale, sociale et écologique, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature.

Attac France : attacfr@attac.org ; <https://france.attac.org/>
bienvenue@attac.org - Tél. 01 56 06 43 60

14 mesures pour amorcer la transition écologique



- 1 Mettre fin aux exonérations de taxe carbone** pour les pollueurs industriels, le transport aérien et maritime (kérosène, fioul lourd), les sites industriels soumis au marché carbone européen.
- 2 Garantir les lignes ferroviaires du quotidien**, rouvrir les gares et lignes permettant de réduire l'usage des véhicules individuels et développer le fret pour réduire le nombre de camions sur les routes.
- 3 Abandonner les 7 nouveaux projets d'autoroutes** (GCO, A69, etc) et basculer les financements sur les transports collectifs du quotidien et mobilités douces, notamment en milieu rural et péri-urbain.
- 4 Financer un vaste plan de rénovation et d'isolation des bâtiments** existants en mettant la priorité aux matériaux produits localement et/ou biosourcés et en privilégiant les ménages modestes touchés par la précarité énergétique.
- 5 Financer un vaste plan de création d'emplois publics** pour assurer la transition énergétique et écologique et assurer les droits des travailleurs touchés par cette transition.
- 6 Introduire un moratoire sur tout nouveau projet d'étalement urbain**, résidentiel ou commercial (centres commerciaux, GPI) afin de ne pas encourager de nouveaux déplacements et de mettre fin à l'artificialisation des terres.
- 7 Rapprocher les services publics et les activités économiques** des lieux d'habitation, notamment en milieu rural et péri-urbain et mettre en place une politique d'encadrement des loyers et du foncier.
- 8 Limiter l'utilisation des pesticides et des engrais** et mettre fin à l'agriculture industrielle pour la remplacer par une **agriculture paysanne** en développant l'emploi agricole, en réorientant les subventions vers le bio et local. Prescrire le bio et/ou local et la réduction des gaspillages dans la restauration collective.
- 9 Planifier la politique énergétique afin d'arrêter le nucléaire** le plus rapidement possible, de donner la priorité à la **sobriété énergétique** et au développement des **énergies renouvelables**.
- 10 Stopper immédiatement les investissements publics dans les énergies fossiles** (AFD, CDC, BEI, BERD, Banque Mondiale) et dans les fausses solutions technologiques qui visent à pérenniser le gaspillage.
- 11 Annuler les autorisations de forage** délivrées pour Total en Guyane et mettre fin au projet d'exploitation aurifère de la Montagne d'or.
- 12 Flécher réglementairement l'argent de l'épargne populaire** vers les seuls projets contribuant à la transition énergétique, écologique ou sociale.
- 13 Stopper l'application provisoire du CETA**, jugé non climato-compatible, et ne pas le ratifier.
- 14 Euvrer pour une politique climatique de l'UE plus ambitieuse**, en terme de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, de développement des énergies renouvelables et de sobriété énergétique.